



ASSOCIATION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE

Compte Rendu du Bureau

Samedi 6 juin 2015

Maison des Territoires – 22 rue Joubert - Paris

Membres présents : Marie-Noëlle ANDURU, Laurence ANGLEYS, David BEN SADOUN, Jean-Luc BORDENAVE, Hervé BOULLE, Emmanuelle CHAMBARD, Mathieu CHARTRON, Jean-François DAUVERGNE, Marie-Agnès DUCROT, Pascal FORTOUL, Dominique GARNIER, Hervé HEITZ, Jean-Luc HUMBERT, David LE BRAS, Katia PAULIN, Laurence PENHOUE, Frédéric PIN, Martine POIROT, Antoine VALBON.

Excusés : Benoit BELLEC, Jean-Charles DE BELLY, Cyrille DEVENDEVILLE, Patrice GIROT, Agnès GORI-RASSE, Philippe LEMAIRE, Sébastien LENOIR, Raphael MEDARD, Béatrice MERAND, Georges PAUCHARD, Patrick PHULPIN, Laurent REY, Jean-Paul VOGEL, Serge ZACHAREWICZ.

Accueil au sein du bureau de Laurence PENHOUE (DGA CA St Brieuc) – Délégation Régionale Bretagne (Binôme – Benoît BELLEC).

Ordre du jour :

- **Universités d'Été : présentation du programme définitif et des intervenants**
- **Bilan des premières étapes du tour de France ADGCF**
- **Calendrier des manifestations en région**
- **Retour sur les commissions AdCF**
- **Présentation des études en cours**
- **Actualités institutionnelles : projet Loi NOTRe**
- **Adhésions 2015**
- **Agenda du second semestre 2015 :**
 - Manifestation du 11 septembre
 - Assemblée générale de l'ADGCF - Palais des congrès de Tours - 7 octobre 2015
 - 26ème Convention Nationale de l'intercommunalité - 8 et 9 octobre 2015

« Territoires et action publique : entre complexité et lisibilité pour le citoyen »

Frédéric PIN, Vice-Président en charge des Universités d'été, présente le programme définitif et les intervenants, rappelant la thématique développée, interrogeant la relation entre l'institution intercommunale et les citoyens-usagers.

Jeudi 2 juillet, matinée

9 h – 9 h 30

Accueil

Ouverture des 8^{èmes} universités d'été des DGS d'intercommunalité

Pascal Fortoul, président de l'ADGCF

Présentation du programme

Frédéric Pin, vice-président de l'ADGCF

9 h 30 - 10 h 30

Habitant, usager, citoyen : quelle figure mobiliser dans la gestion des territoires ?

Habitants, usagers, citoyens : chacune de ces figures est porteuse d'une conception restrictive de la participation institutionnalisée, dont les finalités sont à réinterroger. Vise-t-on à mobiliser des individus, des associations, des collectifs spontanés ? S'agit-il de les consulter pour améliorer la performance des services publics, de déléguer des missions de service public à la société civile, de co-construire des projets, d'associer les citoyens à la décision publique ?

Thomas Kirszbaum, Chercheur associé à l'Institut des Sciences sociales du Politique (ENS - CNRS, enseignant au CNAM et à l'Université Nanterre La Défense).

Débat avec la salle.

10 h 30 - 12 h

Table ronde : reconfigurer les services publics locaux : quelles innovations possibles pour les territoires ?

Face à l'inflation des normes qui affecte le contenu même des services, au dogme de la proximité et à son impact sur le déploiement des interventions communautaires, quelles sont les démarches innovantes susceptibles de contribuer à la reconfiguration des services publics locaux ?

Animation par **Joseph Carles**

Jean-Christophe Delalande, Directeur Commerce Valorisation Innovation, Véolia

Didier Locatelli, Directeur général, Agence New Deal

Ludovic Noël, Directeur général, Cité du Design, Saint Etienne

Stéphane Vincent, Délégué général, 27^e région

12 h 15 – 13 h 45

Déjeuner

Jeudi 2 juillet, après-midi

Connaître les besoins et mesurer le degré de satisfaction des citoyens

14 h - 17 h

Controverse : faut-il associer les citoyens-usagers à la définition des politiques publiques locales ?

Les citoyens-usagers, dont la satisfaction constitue, à priori, le but ultime du service public et le fondement de sa légitimité, sont rarement associés à la définition des missions des collectivités, à leur mise en oeuvre et à leur évaluation.

Faut-il s'en offusquer alors que les élus sont censés garantir, par leur présence, la prise en compte des aspirations des habitants d'un territoire ?

Ateliers co animés par **Joseph Carles** et **Hugues Périnel**

Il s'agit lors de ces ateliers (sans choix de l'atelier pour les participants) de réfléchir ensemble sur une thématique favorisant l'émulation, plus que la controverse.

(« sentiment généreux qui pousse à égaler, surpasser quelqu'un, un talent, un mérite. Il s'agit ni d'une rivalité, ni d'une compétition mais de mettre en avant des projets qui font appel à l'intelligence collective. » *Hugues Périnel*)

Ludovic Noël (Cité du design) et Thomas Kirszbaum (chercheur) assisteront aux ateliers en qualité de « grands témoins » et produiront un rapport d'étonnement.

La participation de deux élèves administrateurs est confirmée.

L'animation des ateliers sera assurée par des membres du bureau (binôme à déterminer) ; la réflexion portant sur des thèmes prédéfinis tels que l'analyse des besoins du territoire / la qualité de l'information donnée au citoyen / comment intégrer la sobriété des outils et méthodes / comment gérer la possible remise en cause de l'expertise technique des équipes... la place de l'intercommunalité ?

L'objectif est de produire in fine le schéma idéal de la relation à organiser entre l'institution intercommunale et le citoyen.

14 h - 16 h

Travail de prospective en atelier sur la place du citoyen-usager dans les politiques publiques locales

16 h - 17 h

Restitution sous forme de confrontation des travaux des 2 ateliers par Hugues Périnel et synthèse de la journée par Joseph Carles

à partir de 17 h 30

Randonnée en montagne – dîner au restaurant d'altitude « Le télémark » à la Clusaz

Vendredi 3 juillet, matinée – présentation David Le Bras

8 h 30

Accueil

9 h - 10 h 30

La gestion des services urbains en France et en Europe : quelles relations et complémentarités entre collectivités et partenaires privés ?

La gestion des services urbains relève de la compétence des collectivités locales.

Cependant, en France comme en Europe, elle s'est largement ouverte à l'intervention d'entreprises privées. Et si l'enjeu de gouvernance des services de demain résidait dans la mise au point de nouvelles relations avec les opérateurs ?

Pierre Bauby, Docteur en science politique, enseignant-chercheur à Sciences Po Paris et à l'Université Paris VIII

Débat avec la salle

10 h 30 - 12 h

Table ronde : services publics locaux : quels modèles européens ?

Comportant une dimension de « contrat social » et de « modèle sociétal », les services publics apparaissent, en Europe, comme une composante essentielle de l'intérêt général. Comment ce principe est-il appréhendé et, surtout, mis en oeuvre, par les collectivités européennes ?

Marc Fesneau, Président de la communauté Beauce et Forêt (Loir-et-Cher) et Président de la commission « institutions et pouvoirs locaux » de l'AdCF

Giuseppe Bettoni, Professeur à l'université Tor Vergata de Rome et vice-président d'Europa

Pierre-Yves Delcourt, Urbaniste, Cabinet iDeA-Link Sàrl, Fédération suisse des urbanistes

Blanca Soro, Docteure en droit de l'Université de Murcie (Espagne)

Bernard Woeffray, géographe et urbaniste, directeur du service de l'aménagement du territoire du Canton de Neuchâtel

12 h - 12 h 30

Le savant et le politique

Echanges entre **Pierre Bauby** et **Marc Fesneau** à partir de 5 questions synthétisant les Universités d'Été.

Animation Joseph Carles.

Pascal Fortoul souhaite une participation massive des DG aux universités d'été (180 inscrits à ce jour) et appelle à la mobilisation de tous, notamment des délégués régionaux. Un mail de relance sera effectué (avec l'envoi de fichiers par Région).

Il est rappelé que ces deux jours de débat peuvent être validés en journées de formation auprès du CNFPT. En cas de difficulté d'accès au Grand Bornand, un système de covoiturage peut-être mis à disposition des personnes inscrites.

Thierry Cot propose que le « guide des territoires connectés » réalisé par Cofely Ineo en partenariat avec l'ADGCF et le SNDGCT soit présenté lors des universités d'été.

Un stand d'information, présentant les offres de services de l'association (revue de presse, études...) sera à disposition des participants.

David Le bras fait le bilan du tour de France.

- Il rappelle les étapes passées : Région Bretagne, Aquitaine Poitou-Charentes Limousin, Pays de la Loire, Normandie, Alsace Lorraine Champagne-Ardenne, Languedoc-Pyrénées (à l'agenda : Rhône-Auvergne le 22 juin) ; 6 rencontres restent à organiser au second semestre.
- Il relève une mobilisation inégale (entre 10 et 40 participants selon les Régions).
- Il ressort de ce Tour de France :
 - l'expression d'une inquiétude au regard du manque de sens apparent des dynamiques territoriales et d'une lassitude au regard de la succession des lois
 - des postures variables selon les régions :
 - Sur le calendrier des réformes « stop ou encore »
 - Sur les transferts de compétences
- Les thématiques récurrentes sont les suivantes :
 - Une évolution des périmètres communautaires strictement politiques
 - L'assèchement de la ressource : une chance ?
 - Des élus attentistes (vote définitif des lois)
 - Repli municipal et « coopératives de communes »
 - Le rapport à la région (difficilement accessible) CTAP fictive?
 - Les communes nouvelles et la transformation du modèle intercommunal (retour à des missions de stratégie et de développement)
 - L'affaiblissement des services locaux de l'Etat et de l'ingénierie
 - *In fine*, l'enjeu managérial dans la conduite des réformes.

Il est rappelé que ces rencontres s'articulent en plusieurs temps :

- Présentation par Olivier Portier de son étude sur les interdépendances socio-économiques entre les territoires puis intervention de David Le Bras sur les réformes en cours
- Débat avec la salle
- Point sur l'activité de l'association et l'organisation du partenariat ADGCF/AdCF à mettre en place en Région.

David Le Bras revient sur la volonté exprimée par l'AdCF de structurer sa vie régionale et de jouer un rôle de « porte parole » des communautés auprès des autorités régionales.

L'AdCF est en cours de désignation de « référents » dans les Régions administratives actuelles.

Une liste de noms doit être transmise aux préfets de Région. Mais peu de référents semblent avoir été désignés à ce jour. L'ADGCF s'est engagée à soutenir ce processus mais reste dans l'attente des modalités pratiques de cette future coopération.

Le prochain Conseil d'Orientation de l'AdCF prévu le 30 juin et auquel est conviée l'ADGCF, sera consacré à la structuration de son réseau au niveau régional, avec en ligne de mire la 26^{ème} convention à Tours les 8 et 9 octobre.

Un chargé de mission, Romain Briot a été recruté à cet effet par l'AdCF et prendra ses fonctions le 1^{er} septembre.

Le Président Charles Eric Lemaigen assistera le 11 septembre à la réunion du bureau élargi (avec les délégués régionaux) de l'ADGCF pour préciser les attentes de l'AdCF vis-à-vis de l'association, dans le cadre de sa régionalisation.

Il ressort du débat une réelle difficulté de mobilisation, lors de réunions qui s'inscrivent désormais dans le cadre de futures Régions plus étendues, même si les outils numériques peuvent faciliter les échanges.

Il apparaît nécessaire dans la mise en œuvre de la nouvelle structuration régionale, de consolider au préalable l'animation des réseaux locaux et de renforcer l'action locale.

■ Manifestations en Région

David Le Bras donne lecture du calendrier 2015 des manifestations, plus ou moins dense selon les Régions mais qui reste à compléter.

- Alsace : 22 mai : rencontre régionale autour de 3 thématiques (finances 2015, schémas de mutualisation, loi NOTRe) avec l'intervention d'un partenaire, l'UGAP ; vendredi 20 novembre : rencontre régionale autour d'une thématique à définir (+ intervention d'un partenaire à priori Manpower)
- Bretagne : 10 mars : séminaire d'organisation de la délégation (+ intervention EDF)
- Languedoc-Roussillon : une rencontre est programmée en fin d'année ; (thème à définir)
- Limousin : 30 janvier 2015 loi de finances ; 7 juillet 2015 : communes nouvelles ; en projet : séminaire avec la MNT sur le bien-être au travail ; 14^{ème} rencontre territoriale du Limousin à l'automne (thème à définir)
- Midi-Pyrénées : mars 2015 : rencontre sur l'actualité législative et la réorganisation de l'ADGCF en régions
- Pays de la Loire : 15 & 16 janvier 2015 : coopération et mutualisation au sein du bloc local
- Poitou-Charentes : 10 mars 2015 : mutualisation + fin des tarifs réglementés
- Rhône-Alpes : 22 septembre 2015 : Loi NOTRe + bien être au travail (Edenred)

La dynamisation du réseau des délégations régionales doit être poursuivie et les moyens de l'association, renforcés dans ce domaine.

David Le Bras se tient à la disposition des délégués régionaux pour l'organisation de rencontres thématiques au plus près des préoccupations des collègues, en lien avec les partenaires ou autres associations et organismes comme le SNDGCT, le CNFPT...

Comme l'an passé, des « kits » adaptables au contexte local et public accueilli peuvent être mis en place, afin de répondre au mieux à la demande des adhérents.

Des thèmes tels que « les communes nouvelles » ou les « pactes financiers et fiscaux » ont été largement évoqués lors du Tour de France.

■ Commissions AdCF

Présence appréciée des Vice-Présidents de l'ADGCF au sein des commissions.

⇒ **Commission Développement économique : 27 mai 2015**

Laurent Troglic (Président AdCF)

Compte-rendu par la Vice-Présidente ADGCF : Emmanuelle Chambard – Présence de Jean-Luc Bordenave.

Points évoqués :

Matinée

- Disposition du projet de loi NOTRe en matière de développement économique et emploi (texte en discussion).
- Action des plates-formes d'initiatives locales (PFIL) : accompagnement des créateurs d'entreprises (micro entreprises) – *présence plus ou moins marquée des CCI selon les territoires.*
Echange avec la Directrice d'Initiative Vallée de la Drome Diois »

Matinée intéressante – le support visuel de présentation d'Initiative France sera diffusé.

Après-midi

- Programme d'actions de l'AdCF 2015-2017 « pacte territorial pour la croissance, l'emploi et l'innovation »

Travail sur les 1ères pistes de déclinaisons opérationnelles.

⇒ Commission Urbanisme, Habitat, Mobilité :

Corinne Casanova (Présidente AdCF)

Compte-rendu par le Vice-président : Thierry Cot.

Précisions sur la réunion du 11 février axée sur les PLH – PLUI (partie réglementaire) – rénovation énergétique des bâtiments – procédures de compensation environnementale – problématique de la GEMAPI

28 mai 2015, point évoqués :

- **Présentation par l'agglomération du pays Voironnais d'un dispositif de « location active » sur une partie de son parc de logement social (110).**
Expérimentation intéressante qui vise à faciliter les démarches du demandeur de logement social, limiter les refus et apporter plus de transparence dans le suivi des demandes.
- **Dématérialisation du permis de construire :**
 - **Présentation des travaux actuellement conduits par le gouvernement sur le permis de construire valant AEC (Autorisation d'Exploitation Commerciale) mais qui préfigurent une évolution plus profonde de l'ensemble des autorisations (territoire « test » = Metz Métropole)**
- **Référentiel voirie :**
 - **Obligation en 2015 pour les collectivités de mettre à disposition des exploitants de réseaux (eau, gaz, électricité, télécom...) des données très précises relatives aux voiries permettant de géo-référencer l'ensemble des réseaux.**
 - **Signature officielle fin juin d'un Protocol national entre association de collectivités et représentants d'exploitants de réseaux.**

⇒ Commission Mutualisation, Ressources Humaines et Ingénierie :

Loïc Cauret AdCF / Coprésidence : Dominique Garnier / Mathieu Chartron ADGCF

Compte rendu par le Vice-président : Dominique Garnier

28 mai 2015 – commission très riche

- **Point sur les conséquences du projet de loi NOTRe :**
 - **Amendements en cours de préparation (*élargissement des services communs à tous les services ressources (exceptés ceux confiés aux CDG) / MAD automatique des agents partiellement affectés à un service commun / gestion unifiée pour l'instruction des autorisations des sols entre communautés / possibilité donnée aux communes d'exercer des compétences communautaires (en dehors de tout transfert).*)**
 - **SDCI : approbation au 31 mars 2016. Souhait de l'AdCF d'un ajustement de calendrier dans la mise en œuvre opérationnelle des schémas, adossé à la durée du mandat pour faciliter les fusions de communautés (*à l'issue du Tour de France ADGCF, volonté affirmée de certains DG (ex Languedoc Roussillon) d'une mise en place rapide des réformes.*)**
 - **Communes nouvelles : réinterrogent la structure même de l'intercommunalité (*en terme de gouvernance / finance/ redéfinition des missions.*)**
- **Bilan de l'état d'avancement des schémas de mutualisation :**
 - **très différents selon les territoires (peu développés dans les intercommunalités amenées à évoluer).**
 - **Report annoncé au 31 décembre 2016**
 - **Schémas de mutualisation accessibles en ligne, observatoire de l'AdCF à alimenter.**

- Problématique posée des CAP-CHSCT (véritable enjeu pour les intercommunalités).

- **Pratiques des communautés en matière de régimes indemnitaires et d'avantages sociaux :**
Intervention d'Anne Grillon – consultante RH – analyse des régimes indemnitaires en région – outil de comparaison difficilement transposable aux communautés ;
ADGCF appelée à observer les pratiques opérées en cas de fusion, sur des bassins de vie identifiés.
- **Présentation par Claire Delpech d'une étude sur les dépenses de personnel des ensembles intercommunaux (communes + communautés) :** évolution moyenne de 3% par an / gestion plutôt maîtrisée des effectifs compte tenu des contraintes qui pèsent sur l'évolution des charges de personnel.
Communication presse envisagée par les élus.
- **Intervention du collectif national des jeunes urbanistes.**
Les métiers d'urbanistes et de développeurs peinent à s'intégrer dans le statut de la FPT. Ils sont néanmoins liés à deux compétences principales des communautés : l'aménagement de l'espace et le développement économique.
Les urbanistes attirent l'attention sur ce point et souhaitent une certification de leur diplôme.
Ils sollicitent le soutien officiel de l'association (courrier).
- **Dominique Garnier relève à nouveau tout l'intérêt d'utiliser la plateforme collaborative pour solliciter les collègues et alimenter les travaux des commissions ;** il propose néanmoins d'étudier la mise en place d'une rubrique spécialement dédiée à cet effet.

⇒ **Commission Finances & fiscalité :**

Charles Guené (Président AdCF)

23 avril 2015 - en l'absence de Laurent Rey, un point sera fait lors du prochain bureau.

Mercredi 17 juin à Paris - 9h

Présentation à la presse de l'ouvrage « une invitée discrète, l'intercommunalité dans les élections municipales de 2014 » suivie d'un débat avec des élus et les directeurs de l'ouvrage.

Participation de Pascal Fortoul et de David Le Bras.

■ Etudes en cours

Présentation David Le Bras.

Objet	Partenariat	Echéance
Guide des Territoires Connectés	Cofely Inéo	Parution juin 2015
Une invitée discrète, l'intercommunalité dans les élections municipales 2014	AdCF Berger Levrault	Étude achevée Présentation à la presse le 17 juin
Le métier de DGS d'intercommunalité Analyse des parcours et des pratiques professionnelles	Ecole des Ponts, Caisse des Dépôts	Automne 2015 ; première présentation : 11 septembre par David Guéranger
Le management des communautés de communes XXL	Caisse des dépôts, AdCF	Résultats définitifs présentés le 11 septembre

La construction des métropoles <i>(regard attendu de professionnels notamment sur la Métropole du Grand Paris : Antoine Valbon)</i>	Caisse des dépôts, Berger Levraut / chercheurs	Publication attendue en décembre 2015
Les diagnostics territoriaux <i>(coopération de 6 Communautés d'Agglomération)</i>	CGET / Pacte Grenoble / Université de Poitiers	Juin 2016
L'économie circulaire	Veolia / AdCF	Automne 2016
Les impacts de la loi de transition énergétique	EdF, ERDF, Engie, Suez environnement, SAUR	Décembre 2015

L'activité de publication est très riche, marquant le fort dynamisme développé avec les partenaires dont il conviendra à l'avenir d'en définir précisément les contours.

Actualités institutionnelles : Loi NOTRe

David Le Bras donne lecture des principales dispositions du projet de loi relatives à l'intercommunalité après la 2^{ème} lecture sénatoriale.

- ⇒ Retour au seuil de 5 000 h.
- ⇒ Des SDCI élaborés au 31 décembre 2016 ; mise en œuvre avec accord des communes au 30 avril 2017 (ou sans au 31 décembre 2017)
- ⇒ Compétences :
 - Développement économique : réintroduction de l'intérêt communautaire + intégration politique locale du commerce ; promotion du tourisme à titre optionnel
 - Eau + assainissement : compétences optionnelles et facultatives
- ⇒ Report des schémas de mutualisation : 1 septembre 2016
- ⇒ Services communs : gestion par la communauté ou par une commune membre

Il ressort de cette deuxième lecture au Sénat un projet très appauvri dans ses volets les plus structurants, laissant craindre à certains, avec l'affirmation des Métropoles, une France à deux vitesses en matière d'organisation intercommunale.

La commission mixte paritaire devrait intervenir en juillet (rendez-vous décisif en fonction de son caractère conclusif ou non).

Adhésions

Le nombre d'adhérents est proche de 740 (rappel juin 2014 : 618). Un détail par Région est présenté. Certains territoires notamment la Corse et l'Outremer nécessitent une mobilisation particulière de l'association.

Dominique Garnier met l'accent sur le succès de la plateforme internet collaborative (*dont le flux d'informations nécessite toutefois d'être sans cesse alimenté*) et évoque la possibilité « d'un temps de découverte », pour faciliter les 1ers échanges et favoriser la venue de nouveaux adhérents.

Agenda du second semestre 2015 :

- Manifestation du 11 septembre :

- **Matin : réunion du bureau élargi (à l'ensemble des délégués régionaux) en présence de Charles Eric Lemaigen afin d'évoquer le processus de régionalisation de l'AdCF et la coopération avec l'ADGCF.**
- **Après-midi : colloque national :**
 - **Le métier de DGS – présentation de l'étude de David Guéranger**
 - **Le management des Communautés XXL**

- Assemblée générale de l'ADGCF - Palais des congrès de Tours - 7 octobre 2015

- 26ème Convention Nationale de l'intercommunalité - 8 et 9 octobre 2015

- **Visite Technocentre d'Orange : vendredi 5 juin à Châtillon**

Présence du Vice-Président en charge du numérique David ben Sadoun – accompagné de Jean-Marc Seigneur, professeur à l'université de Genève (*mise en place d'une formation certifiante sur les smart-city*).

L'objectif de cette rencontre était de présenter les grandes tendances de l'innovation numérique actuelle, les usages développés par Orange au service des territoires mais aussi des applications susceptibles par exemple, de faciliter les échanges au sein de l'association.

Une journée riche d'enseignement, qui a permis de lancer quelques pistes de réflexions à développer avec l'association (travail sous forme d'ateliers sur des problématiques ciblées).

⇒ Une gamme de produits et services pourrait être présentée lors des Universités d'été.

Afin de faciliter les relations avec Orange, une liste reprenant les coordonnées des différents interlocuteurs locaux peut-être diffusée auprès des adhérents.

Pascal Giordiano (direction orange – relation collectivités locales) se tient également à disposition de l'association.